

Compte rendu

Ouvrage recensé :

GÉRIN, LÉON, *Le Type économique et social des Canadiens. Milieux agricoles de traditions françaises*. Montréal, les Éditions Fides. 1948. 2e édition, 223 pages

par Maurice Séguin

Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 3, n° 1, 1949, p. 127-129.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/801533ar>

DOI: 10.7202/801533ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

GÉRIN, LÉON, *Le Type économique et social des Canadiens. Milieux agricoles de traditions françaises*. Montréal, les Éditions Fides. 1948. 2e édition, 223 pages.

Les cinq chapitres de ce volume utilisent comme point de départ des enquêtes menées, à la fin du siècle dernier, selon les méthodes de la *science sociale*, d'après les théories de Frédéric Le Play. Ces monographies s'attachent d'abord à l'analyse de cas particuliers: familles ou groupes restreints. Ainsi est-il question du paysan du bas Saint-Laurent (Saint-Irénée, rive

nord en aval de Québec), de l'habitant casanier du cours mitoyen du fleuve (Saint-Justin de la région des Trois-Rivières), du cultivateur progressiste au carrefour des routes de la vallée (Saint-Dominique près de Saint-Hyacinthe), de l'émigrant déraciné déserteur de la terre, enfin de l'exploitant agricole émancipé (Sainte-Edwige de Clifton dans les Cantons de l'Est). Bien choisis, ces spécimens prennent figure de types hautement représentatifs et couvrent pratiquement les principaux aspects de la vie économique et sociale des agriculteurs canadiens-français.

Chaque type fournit à l'auteur l'occasion de développer longuement des considérations d'ordre général. Le paysan vivant en économie presque fermée, souligne-t-il, "ne recrute pas normalement une classe dirigeante..." (p. 91), rien ne le pousse vers l'instruction (p. 100), tandis que la famille du cultivateur progressiste, éveillée au commerce "tend à mieux remplir sa fonction la plus élevée, qui est l'éducation des enfants" (p. 150). On pourrait multiplier les citations de ce genre; contentons-nous d'insister sur ce qui semble être une des idées maîtresses du présent volume. Après avoir défini le sens à donner au terme *patronage* en science sociale de la façon suivante: "organisme chargé de procurer du travail à ceux qui, vivant du travail, ne peuvent pour une raison ou une autre s'en procurer directement", l'auteur affirme (p. 110):

Cette insuffisance du patronage a été dès l'origine un vice patent de notre société rurale. C'est ce qui explique en grande partie ces lenteurs du défrichement et cette stagnation de l'agriculture dont nous avons tant souffert au début, dont nous souffrons encore aujourd'hui. C'est aussi ce qui explique cette lamentable et incurable déperdition de forces absorbées d'abord par la course aux pelleteries, puis par la vie dans les chantiers à bois, enfin par l'émigration vers les centres urbains et manufacturiers.

Plus loin l'auteur revient sur ce thème pour citer l'exemple de personnes ayant rempli dans le milieu campagnard l'utile fonction de patrons agricoles en fondant des coopératives de laiteries, des fromageries, des beurreries, etc. (pp. 213-214).

On peut se demander si la grande cause de l'exode rural réside avant tout dans ce défaut de patronage. Suffirait-il aux cultivateurs d'être dirigés par un état-major de patrons agricoles qui leur enseigneraient à organiser méthodiquement la production et la vente de leurs denrées pour assurer *ipso facto* la prospérité générale et empêcher la désertion des campagnes? Ne conviendrait-il pas d'attribuer un rôle encore plus important à un autre facteur qui lui aussi conditionne l'économie agricole: le marché? Et par suite, à moins de compter sur l'exportation, ne devrait-on pas considérer comme phénomène inévitable, normal, un accroissement de la population urbaine et son corollaire l'exode rural? N'est-ce pas ce déplacement de population qui précisément fournit aux cultivateurs demeurés sur les fermes le stimulant d'un débouché régulier et donne un sens aux efforts des

patrons pour améliorer les rendements ? Incidemment l'auteur fait allusion aux forces de l'industrialisation (pp. 151, 176) ; leur accorde-t-il suffisamment de place ? Ne serait-il pas porté, lui qui a effectué un *retour à la terre*, au domaine de *Claire Fontaine*, à prendre parti pour l'agriculture au détriment des autres activités économiques ? Comme si c'était sagesse pour un peuple que de renoncer à une vie économique intégrale, d'abandonner sans remords les *grandes affaires* aux étrangers et de se concentrer en un seul secteur, l'agriculture...

Maurice SÉGUIN